



Déclaration préalable des représentants des personnels



au titre de la FSU - CAAS de l'académie de Versailles du 03/06/2019

La CAAS qui nous réunit aujourd'hui est exceptionnelle : plutôt que d'examiner comme à notre habitude des pistes d'amélioration du dispositif d'action sociale dans notre académie, l'Administration nous invite au contraire à examiner des pistes de dégradation.

La FSU dénonce depuis des années des budgets trop contraints par rapport aux besoins de nos collègues en termes d'action sociale, en particulier dans notre académie. Jusqu'à présent, l'administration rectorale avait mené une politique volontariste, ce qui avait permis d'améliorer sensiblement le dispositif d'action sociale dans notre académie.

Pourtant, cette année 2019 marque un tournant sans précédent : la forte augmentation des besoins d'action sociale dans notre académie était prévisible et même annoncée. Mais plutôt que d'anticiper en cherchant à augmenter la brique avant même la notification ministérielle (qui est, de plus, arrivée très tardivement cette année), l'administration rectorale a préféré attendre, et considère aujourd'hui qu'aucune issue ne sera possible à part une politique d'austérité budgétaire appliquée aussi à l'action sociale. Alors qu'une sous-consommation de plusieurs millions d'euros est organisée tous les ans par la DGAFP sur le BOP 148, nous devrions aujourd'hui expliquer à nos collègues que pour un simple jeu de règles budgétaires et de manque de prévoyance de l'Administration il ne leur sera pas possible de percevoir des aides auxquelles ils avaient droit hier encore ? Pour nous, cela est proprement inacceptable ! Et c'est d'autant plus inacceptable que la FSU alerte le Ministère et la DGAFP au sujet de l'APEH notamment depuis plusieurs années.

Nous récusons également l'argumentation présentée par l'Administration en CPBA, qui voudrait au contraire que les présents travaux relèvent de l'anticipation, afin de palier la hausse des besoins dans une enveloppe contrainte, en faisant en sorte de réduire les dépenses pour rester dans l'enveloppe budgétaire allouée. Nous le redisons : ce n'est pas faire les choses dans le bon ordre. Il y a des besoins croissants, il faut donc trouver les solutions pour y répondre pleinement.

Les pistes que vous nous présentez ici sont en totale contradiction avec les déclarations de l'Administration à tous ses niveaux, académique et ministériel, qui font de l'action sociale un élément déterminant de l'identité de notre académie, par ailleurs une des premières - si ce n'est la première - en matière d'accueil et de formation des nouveaux agents. Faut-il rappeler en particulier la lettre de cadrage du 18 décembre 2018, qui précise que « l'action sociale revêt un rôle majeur dans une politique ministérielle des ressources humaines et constitue un puissant vecteur d'attractivité pour l'employeur Éducation nationale. À ce titre, les académies doivent être particulièrement attentives aux besoins d'accompagnement des agents et apporter un soutien individuel, notamment à ceux d'entre eux qui connaissent les plus grandes difficultés » ?

Aujourd'hui, le décalage entre vos discours, louant l'action sociale, et la réalité n'a jamais été aussi grand. Faut-il croire que, sur ce sujet, comme sur d'autres dans l'Éducation nationale, la politique de l'Administration se limite à des éléments de langage bien rôdés ? Sans réelle

évolution des pistes que vous nous présentez, vous porterez la responsabilité d'une dégradation de la situation d'agents qui sont déjà dans des situations précaires, sacrifiés sur l'autel de restrictions budgétaires. La FSU ne peut accepter un tel recul et vous demande donc de revoir les pistes de travail qui ont été présentées.